



Depuis 1979, l'Irak, champ clos de l'affrontement entre Washington et Téhéran

La crise qui a surgi ces dernières semaines entre l'Iran et les États-Unis n'est que le énième avatar de l'affrontement entre les deux pays, dont le terrain principal depuis 1979 reste l'Irak.

Par [Matthieu Rey](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2020

[Oriental XXI](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et](#)

[Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et](#)

[Géopolitique](#)

Analyses: [IRAK](#), [L'IRAN](#)

[L'assassinat de Ghassem Soleimani](#) a de quoi fasciner et susciter de vives réactions à travers le monde. Aux pâtisseries distribuées dans la région d'Idlib ou à Gaza pour célébrer sa mort répondraient les discours officiels de dignitaires partisans de l'Iran appelant à la vengeance et les foules rassemblées lors des funérailles du chef militaire iranien. Sur les scènes occidentales, les manifestations seraient un avertissement à leurs autorités de ne pas aller au conflit.

Il faut dire que l'événement est hors norme : un président américain reconnaît l'assassinat ciblé d'un haut dirigeant d'un pays avec lequel les États-Unis ont maille à partir. Est-ce l'annonce d'une [conflagration mondiale](#) ou régionale ? Ou, plus prosaïquement, n'assistons-nous pas au retour de l'histoire qui lie depuis 1979 Iran et États-Unis par l'intermédiaire du terrain irakien ?

La fin de la doctrine Carter

Année charnière à plus d'un titre pour le Proche-Orient, 1979 débute par le départ du chah d'Iran après plusieurs mois d'intenses mobilisations, et le retour d'exil de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny. Soudainement, la doctrine américaine lentement murie depuis la seconde guerre mondiale connaît une brèche importante. Conclusion logique de l'action de tous les présidents américains depuis Franklin D. Roosevelt, des deux « gendarmes du Golfe » désignés par la doctrine Carter — l'Iran et l'Arabie saoudite —, l'un se rebelle contre son protecteur et plus encore, le défie à travers une révolution anti-impérialiste et l'établissement de la République islamique.

Pire, ses protagonistes osent s'en prendre au symbole de la superpuissance en s'emparant de son ambassade. Après les échecs vietnamiens et les affaires internes du Watergate, la crise iranienne parachève aux yeux de l'opinion américaine la descente aux enfers. En réponse, une politique d'endiguement s'élabore progressivement, reproduisant celle mise en œuvre contre l'Union soviétique depuis 1945 : il faut contrer ces forces révolutionnaires.

Cette remise en cause de la politique américaine débute sans que les objectifs essentiels de protection des ressources énergétiques de la région et de maintien d'un soutien indéfectible à

Israël soient amendés. Il faut s'opposer partout à l'influence iranienne.

Un premier terrain d'affrontement se présente au Liban. Plongé dans la guerre civile depuis 1975 et soumis à une occupation militaire de la part de ses voisins syrien et israélien, le pays du Cèdre devient le théâtre de la « guerre pour les autres ». Dans ce cadre, les États-Unis subissent leur plus cinglante défaite avec l'attentat du 23 octobre 1983 qui a occasionné la mort de 220 marines américains. Une nouvelle force terroriste montante, le Jihad islamique, se signale par sa capacité à nuire à la première armée mondiale. Immédiatement, le président Ronald Reagan ordonne le repli des troupes américaines.

Rapprochement avec Saddam Hussein

Ce changement de politique conduit à un autre développement régional. Alors que depuis 1967, Irak et États-Unis avaient rompu leurs relations diplomatiques à la suite de la guerre de juin, le président irakien Saddam Hussein qui accapare tous les pouvoirs à l'été 1979 se rapproche de Washington. Quand en septembre 1980 les armées irakiennes se lancent à l'assaut de l'Iran, l'Irak reçoit le soutien implicite des États-Unis. Débute une nouvelle relation triangulaire : au nom de leur hostilité à l'Iran, les États-Unis peuvent armer, soutenir, informer les forces irakiennes dans leur combat contre l'Iran. Plus encore, après des discussions prolongées, Washington rétablit ses liens diplomatiques avec Bagdad en 1985 alors que le conflit avec Téhéran atteint son paroxysme.

Cette relation triangulaire qui conduit au saccage de l'Irak et de l'Iran se termine-t-elle avec la fin de la guerre ? En 1988, Khomeiny — le héraut de la lutte contre l'Amérique — meurt. Deux ans plus tard, Saddam Hussein lance ses troupes à l'assaut du Koweït, poussant Washington à réunir une vaste coalition pour le chasser de l'émirat. Cette fois, États-Unis et Iran tacitement (cette dernière ne participant pas à la coalition militaire anti-irakienne) se retrouvent dans le même camp contre Saddam Hussein. Ceci ne suffit pas à réconcilier les ennemis, comme le prouvent les lendemains de 1990.

La scène irakienne s'impose comme un théâtre de cet affrontement indirect. L'Iran accueille les réfugiés de l'intifada de 1991, ce vaste soulèvement populaire impitoyablement réprimé par Saddam Hussein sous le regard indifférent de la coalition internationale. Le règlement de la paix après la libération du Koweït et l'intifada conduit les États-Unis à mettre l'Irak sous tutelle en imposant des zones d'interdiction de survol au nord et au sud de son territoire et un embargo drastique sur la population ; et en tentant de pousser à un changement de régime. Ce dernier profite au contraire de la situation pour trouver de nouvelles ressources nécessaires à sa survie. L'Irak devient alors le théâtre de campagnes de bombardement, mais rien n'y fait. Saddam Hussein en vient à personnaliser pour les Américains, comme pour les Iraniens qui restent plus que réservés à l'égard de leur voisin, le cœur du problème de la région du Golfe.

Une nouvelle « question d'Orient »

En 2003, dans la foulée des attentats du 11-Septembre, l'administration Bush décide finalement d'opérer un changement de régime. Débute une nouvelle page de cette relation. Comme [le rappelait récemment Jean-Pierre Filiu](#), tout recul américain dans le chaos généré par l'invasion brutale profite à l'Iran.

Téhéran bénéficie des contradictions américaines au lendemain de la destitution de Saddam Hussein. Le départ du dictateur fait disparaître un concurrent majeur de son influence. Le

gouvernement iranien fait partie des rares autorités à célébrer en 2006 la pendaison de l'ancien dictateur. Plus encore, la recomposition interne du pays suivant les standards américains de démocratisation va ouvrir autant de brèches dans lesquelles l'Iran s'engouffre. Une nouvelle « question d'Orient »² se forme en Irak, à savoir la recherche, pour les partenaires locaux, de soutiens étrangers afin de renforcer leur assise interne. Dans ce cadre, Iran et États-Unis s'affrontent par acteurs interposés.

L'Iran bénéficie pleinement du réagencement politique. Les mots d'ordre autour d'une démocratisation de l'Irak conduisent rapidement à une professionnalisation accrue de la scène politique. Les nouveaux « entrepreneurs identitaires »³, des personnalités politiques qui mettent en avant une appartenance ethnique ou confessionnelle (chiite, sunnite, kurde, etc.), parviennent à s'imposer comme les grands vainqueurs du nouvel ordre. Pour briser l'oppression passée et ne brimer personne, Washington encourage ces expressions, notamment au cours des élections législatives, sans réaliser que la scène parlementaire est poussée à se cliver en fonction d'appartenances primaires (confessionnelles et ethniques).

D'autre part, les exclus du jeu politique — principalement les représentants de régions sunnites comme Al-Anbar dont les habitants refusent de participer aux élections de 2005 — endossent eux-mêmes un discours confessionnel : ils représenteraient les sunnites chassés du pouvoir par l'étranger qui installe des hommes étrangers à l'Irak (les chiites perçus comme représentants de l'Iran). Par ailleurs, les groupes parlementaires qui cherchent le soutien de l'Iran sont loin d'être des alliés des États-Unis.

Tous contre tous

Le principal vainqueur des élections de 2005 en Irak se fait aussi le promoteur d'une violence confessionnelle qui ensanglante le pays. Débutent les affrontements multiples qui font perdre tout contrôle aux Américains. Sunnites contre chiites, chiites contre chiites, membre d'Al-Qaida contre Américains, insurgés irakiens contre Américains, les lignes d'opposition se multiplient, forçant la puissance tutélaire à repenser son dispositif de sécurité et bientôt sa vision de l'après-Saddam⁴.

L'arrivée du général David Petraus en janvier 2007 infléchit la politique américaine : désormais le quadrillage urbain sur le modèle des contre-insurrections coloniales prévaut pour stabiliser les villes et les chefs tribaux sont invités à se joindre à la lutte contre Al-Qaida – le seul ennemi identifié à partir de 2008 – contre rémunération financière (la *sahwa*). Dans les combats miliciens de 2004 à 2009, les États-Unis ont donc maille à partir avec des alliés politiques de l'Iran qui étend son influence dans les bastions chiites, alors même que la puissance occupante se voit absorbée par les opérations de police. Plus encore, les partis au pouvoir proches de l'Iran renouent avec les pratiques autoritaires... au nom de l'antiterrorisme. Devant le chaos, Washington laisse faire.

En 2010, le nouveau gouvernement irakien de Nouri Al-Maliki, lui-même issu du parti Daawa, revendiquant une identité chiite, poursuit cette politique d'affiliation régionale et de [restauration autoritaire](#). Bénéficiant du retrait programmé des forces américaines en 2011 et s'appuyant sur un discours antiterroriste, il entreprend de menacer les autres forces du pays. La *sahwa* en faveur des chefs tribaux est suspendue brutalement, occasionnant le départ de ces derniers vers le Golfe où ils peuvent profiter de leur nouvelle fortune. Ils laissent derrière eux les membres de leur tribu faire face aux vexations et aux menaces des forces antiterroristes irakiennes. Dans ce contexte, un noyau de militants islamistes peut

trouver des soutiens pour donner naissance à l'État islamique d'Irak (EI). Ce groupe grandit rapidement et s'empare de nombreux territoires.

La menace de l'OEI

Une nouvelle page s'ouvre lorsque le gouvernement irakien doit affronter, au printemps 2014, l'avancée rapide de l'organisation de l'État islamique (OEI). Elle défait les forces gouvernementales minées par les politiques répressives et les divisions, à Falouja d'abord, à Mossoul ensuite. L'extension du territoire contrôlé par l'OEI — notamment en Syrie — et le début d'assassinats spectaculaires d'Occidentaux poussent au retour des États-Unis et de leurs partenaires occidentaux. La « question d'Orient » dans sa version irakienne prend une tournure singulière. Iran et États-Unis en désaccord sur tous les autres dossiers du Proche-Orient se retrouvent à soutenir les mêmes acteurs irakiens, au nom d'une cause commune : l'antiterrorisme.

Cependant, le discours seul les unit et il n'y a pas de collaborations réelles sur le terrain. De même, les négociations parallèles sur le dossier du nucléaire témoignent au contraire du découplage pour l'administration Obama de la politique iranienne proche-orientale et du nucléaire. Très concrètement, deux équipes distinctes sont constituées au département d'État américain pour suivre les deux dossiers. Par une mobilisation massive des moyens techniques occidentaux et humains irakiens, l'OEI est balayée du territoire irakien, même si elle garde une présence clandestine active.

L'élection de Donald Trump va changer la donne. Ce dernier se distingue rapidement de son prédécesseur par un nouveau discours. Cependant il ne suit pas nécessairement une doctrine d'action avec des buts politiques clairs. Pour des raisons de politique intérieure, la nouvelle administration témoigne un fort attachement au gouvernement de Benyamin Nétanyahou envers qui elle multiplie les gestes de soutien ; l'endiguement de l'influence iranienne en est une des dimensions. Ceci se traduit par une autorisation pour Israël de multiplier les frappes contre le Hezbollah ou les installations iraniennes en Syrie. Mais l'escalade est limitée par le poids de la Russie, partenaire aussi d'Israël.

Au contraire, en Irak, le vide laissé par la victoire contre l'OEI constitue un terrain propice. À la fin 2017, les troupes irakiennes victorieuses défilent à Bagdad. S'ouvrent alors les luttes entre les vainqueurs, alors que le président Trump fait savoir sa volonté de se retirer de la région. Au sein du camp chiite, deux grandes forces émergent, les unes en faveur d'une alliance renforcée avec l'Iran, Hachd Al-Chaabi, les autres soutenues par le principal chef religieux, l'ayatollah Ali Al-Sistani, se réclamant de la défense de l'Irak. Cette opposition prend place alors que les problèmes sociaux nés des désordres post-2003 alimentent une colère sociale jusqu'au cœur du pays chiite. Bassora se soulève. Bientôt un vaste mouvement social se saisit de l'espace public dans les grandes villes pour dénoncer les échecs et faillites de ces vainqueurs de l'OEI.

Dans ce contexte, les affaires syriennes débordent une fois encore le terrain irakien. Les États-Unis ordonnent le bombardement de la milice Kataeb Hezbollah à la frontière syro-irakienne. Au cours de funérailles à Bagdad, dans la zone verte, les choses dérapent, et l'ambassade américaine est attaquée. En réaction, le président Trump ordonne le bombardement des véhicules transportant Ghassem Soleimani et Abou Mahdi Al-Muhandis, dirigeant de Hachd Al-Chaabi. Des roquettes s'abattent quelques jours plus tard sur les bases américaines irakiennes... De nouveau, l'Irak est le terrain de jeu irano-américain.

Alors que l'Irak est animé par une forte contestation de rue qui appelle le peuple à retrouver la maîtrise de son destin, quarante ans d'histoire se rappellent violemment à l'actualité. Depuis 1979, États-Unis et Iran, par leurs différends, usent pleinement de ce pays pour ajuster force et influence régionales. Les bruits de bottes se font entendre pour une population qui doit subir le legs pesant d'un autoritarisme hors-norme né en 1979 et d'une situation géopolitique des plus problématiques.

Matthieu Rey

La source originale de cet article est [Oriental XXI](#)
Copyright © [Matthieu Rey](#), [Oriental XXI](#), 2020

Articles Par : [Matthieu Rey](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca